



Fédération des syndicats de travailleurs du rail
Solidaires. Unitaires et Démocratiques



Communiqué de presse :
Destruction du service public ferroviaire,
le gouvernement persiste et signe

Paru le samedi 13 février au journal officiel, un Arrêté du 11 février 2010 octroie une licence d'entreprise ferroviaire à la société VEOLIA TRANSPORT RAIL valable pour effectuer des services de transport de voyageurs.

Ce nouveau coup en douce du gouvernement servira d'abord à fragiliser le service public de transport ferroviaire de voyageurs.

Soumis aux directives libérales de la commission européenne et en adéquation avec les différents paquets ferroviaires écrits et acceptés par les différents gouvernements français, le gouvernement Fillon/Sarkozy met en place une nouvelle attaque contre le service public.

La logique libérale obéit à une logique que la logique ignore. Pour faire mieux, il convient de faire moins bien comme l'ont démontré les expériences de libéralisation mises en place dans plusieurs pays européens.

Le libéralisme n'a rien à faire du service public, sa seule finalité est de donner un maximum de dividendes aux actionnaires, pas de répondre aux besoins sociaux, environnementaux et d'aménagement du territoire.

Cet arrêté est à mettre en parallèle avec le récent rapport de la Cour des Comptes qui dénonce les "rigidités" statutaires des personnels de la SNCF incompatible avec un libéralisme débridé qui pressure de plus en plus les salariés et dégrade de manière criminelle les conditions de travail des salariés.

Pour SUD-Rail, les manœuvres du gouvernement rendent bien compte d'une volonté de détruire le statut des salariés de la SNCF pour supprimer de soit-disantes contraintes dont le seul inconvénient est de péjorer la rente versée à des actionnaires privés qui ne voient pas plus loin que leurs plus values immédiates au mépris du service à rendre aux usagers.

Saint-Denis le 15 février 10